

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16 000 Angoulême
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 06/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROINET Christophe (ex-Claude)

Garage

3 rue de la Vieille Route
16420 Saint-Christophe

Références : 2025_1322_UbD16-86_Env16
Code AIOT : 0003103120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 septembre 2025 sur l'ancien site de M. Claude ROINET implanté 3 rue de la Vieille Route 16 420 Saint-Christophe. L'inspection a été annoncée le 15 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de 2025 fait suite aux nombreuses inspections (en 2019, 2021, 2022 et 2024) qui se succèdent depuis le 6 novembre 2017.

Le 13 mai 2019, un arrêté de mise en demeure de respecter des prescriptions réglementaires a été signé à l'encontre de l'exploitant M. Claude ROINET par la préfète de la Charente. Cet arrêté est devenu caduc suite au décès de M. Claude ROINET le 19 février 2022. C'est l'un de ses enfants qui a pris en charge l'évacuation des différents déchets présents sur le site.

L'inspection du jour fait suite à celle du 20 septembre 2024 dans le but de constater l'évolution de l'évacuation de véhicules hors d'usage (VHU) et de déchets automobiles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROINET Christophe (ex-Claude)
- 3 rue de la Vieille Route 16420 Saint-Christophe
- Code AIOT : 0003103120
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le garage ROINET était une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE). Il bénéficiait d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 1977 pour le dépôt de ferraille sur une parcelle longeant la route départementale 163, au lieu-dit le Terme, sur la commune de Saint-Christophe, autorisation au titre de la rubrique 286, qui correspond aujourd'hui à la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE.

GARAGE ROINET a été radiée du registre de commerce des sociétés le 9 mars 2006. Aucune cessation d'activité n'est parvenue à l'inspection des installations classées, ni pour le centre de véhicules hors d'usage (VHU) ni pour la station-service. Une mise à jour de cette situation a été effectuée dans le cadre des inspections successives.

Par bénéfice d'antériorité, l'entreprise est enregistrée en qualité de centre de VHU pour le site du Terme (AIOT n° 0100055836), ce qui n'est pas le cas pour le garage implanté dans le bourg. De même, les deux sites ne possèdent pas l'agrément obligatoire pour les centres de VHU – agrément désormais remplacé par l'obligation d'adhésion, soit à un éco-organisme, soit à un système individuel dans le cadre de la filière à responsabilité élargie du producteur (REP).

Au final, le garage ROINET se révèle être un centre de VHU illégal. Comme les héritiers de M. Claude ROINET ne souhaitent pas déposer de dossier de régularisation administrative du garage, l'inspection leur demande d'évacuer des deux sites les VHU et déchets qui subsistent.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire ⁽¹⁾	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽²⁾	Proposition de délais
1	Evacuation VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois

(1) Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

(2) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'un des héritiers, M. Christophe ROINET, nettoie le site avec son fils durant les week-ends et les vacances en vue d'évacuer des VHU et déchets du garage et de la parcelle au Terme (voir rapport

relatif à l'AIOT n° 0100055836). Un effort certain a été réalisé mais il subsiste encore des véhicules et déchets à retirer.

M. Christophe ROINET est actuellement le seul héritier à se préoccuper de cette situation. Il est donc proposé au préfet un projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'ensemble des ayants-droits du défunt M. Claude ROINET.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : [...] Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. [...] <i>Constat lors de l'inspection du 20/09/2024</i> Il a été noté qu'un camion Mercedes a été retiré de devant le garage. 3 VHU se trouvant derrière le garage ont été évacués. Plusieurs véhicules ont été évacués de devant l'ancien domicile se trouvant à côté du garage. Tous ces VHU ont été pris en charge par la société NIVELLE à Roumazières-Loubert. Selon M. Christophe ROINET, 3 camions Mercedes et 2 camions Iveco doivent être rachetés. Le Renault Trafic et la Peugeot 204 vont être évacués chez NIVELLE. La Renault 8 va être entreposée dans le garage. 5 tracteurs vont être pris en charge début 2025 par la société BOUTINON (Marthon), centre VHU agricole. De nombreux VHU sont encore présents. Il n'y a plus de déchets sur site.
Constats : La visite sur site du 26 septembre 2025 a permis de dresser les constats suivants. 1) Les 3 camions Mercedes et les 2 camions Iveco sont toujours présents. M. Christophe ROINET indique que le potentiel acquéreur de ces véhicules n'a pas donné suite à la transaction. M. ROINET espère trouver rapidement de nouveaux acquéreurs. Dans le cas d'une recherche infructueuse, les véhicules seront évacués dans un centre VHU. 2) Un rendez-vous a été fixé le 24 octobre 2025 avec la société NIVELLE pour l'évacuation du Renault Trafic et de la Peugeot 204. M. ROINET indique qu'il transmettra les justificatifs à l'inspection. 3) Selon M. ROINET, les 5 tracteurs toujours présents vont être évacués au premier trimestre 2026 chez BOUTINON (Marthon). 4) De nombreux véhicules sont encore présents. M. ROINET indique ne pas avoir fait son choix concernant le centre de VHU qui se chargera de l'enlèvement des véhicules. Néanmoins l'inspection a constaté qu'un espace a été organisé devant le garage, destiné à stocker et à rendre accessible ces VHU en vu de leur prochaine évacuation. Une vingtaine de véhicules sont d'ores et déjà en attente sur cet espace.

5) Le véhicule Renault 8, signalé lors de la précédente visite, a bien été entreposée dans le garage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à la famille héritière, sous 10 mois , de finaliser l'évacuation des VHU et des divers déchets afin de rendre le site propre. Ces VHU et déchets doivent être confiés à des opérateurs dûment autorisés à les reprendre. Les justificatifs de cette évacuation sont transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 mois